Burundi : De grandes manœuvres pour contrer un rapport onusien accablant

@rib News, 01/09/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Le Burundi crÃ©era une commission parlementaire spÃ©ciale chargÃ©e d'exam le contenu des rapports d'enquÃªte internationaux sur le pays Les dÃ©putÃ©s de l'AssemblÃ©e nationale burundaise se sont convenus jeudi sur la mise en place d'une commission parlementaire spÃ©ciale chargÃ©e d'examiner le contenu des rapports des commissions internationales d'enquÃªte produits sur le Burundi, a constatÃ© Xinhua sur place.

Cette dÃ©cision intervenue en marge d'une sÃ©ance de questions orales Ã la ministre burundaise de la Justice, AimÃ©e-Laurentine Kanyana, et Ã son collÃ¨gue des Droits de la Personne humaine, Martin Nivyabandi, a Ã©tÃ© prise notamment dans la perspective d'examiner le contenu du rapport de la commission d'enquÃªte du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le Burundi dont la prÃ©sentation est attendue au cours de ce mois de septembre Ã GenÃ¨ve, en Suisse. D'ores et dÃ©jÃ , l'ancien porte-parole du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), Daniel-GÃ©lase Ndabirabe, a fustigÃ© le fait que le dra de ce rapport publiÃ© par voie Ã©lectronique depuis le 11 aoÃ»t dernier, ait conclu d'avance que "l'Ã©tat des lieux sur la protection des droits humains ne s'est pas amÃ©liorÃ© au Burundi" depuis la prÃ©sentation du rapport oral ad hoc les 14 et 15 juin de cette annÃ©e Ã GenÃ¨ve. M. Ndabirabe, appuyÃ© par quelques uns de ses collÃ¨gues, s'est inscrit en faux contre la mÃ©thodologie d'enquÃªte de cette commission d'enquÃªte onusienne sur le Burundi prÃ©sidÃ©e par Fatsah Ouguergouz, ait publiÃ© un rapport s'appuyant sur un Ã©chantillon de 467 personnes interrogÃ©es rÃ©sidant au Burundi et Ã l'Ã©tranger, sa que ses membres se soient prÃ©alablement rendus dans le pays. "Cette commission spÃ©ciale d'enquÃªte parlementaire burundaise est une valeur ajoutÃ©e pour accorder au Burundi davantage d'opportunitÃ©s de dÃ©mentir les faussetÃ©s contenues dans de tels rapports sciemment dÃ©sÃ©quilibrÃ©s, afin de pouvoir livrer la vÃ©ritable situation prÃ©valant sur le terrain burundais et ainsi aurÃ©oler l'image de marque du pays ainsi sciemment ternis par certains dÃ©tracteurs extÃ©rieurs", ont-ils fait remarquer. Pour ces dÃ©putÃ©s, cette commission spÃ©ciale d'enquÃªte parlementaire burundaise pourra aussi "peser dans la balance", pour que des poursuites judiciaires soient engagÃ©es auprÃ¨s des instances internationales, le cas Ã©chÃ©ant, contre des auteurs de fausses allÃ©gations relayÃ©es auprÃ¨s des commissions d'enquÃªte internationales. Ces parlementaires ont demandÃ© en outre aux deux ministres s'il y aurait un lien entre ces rapports pÃ©riodiques "rÃ©currents" sur le Burundi, et le processus de retrait de la Cour pÃ©nale internationale(CPI) qui sera Ã son terme le 27 octobre prochain. Les deux ministres ont convergÃ© pour indiquer qu'au regard de la faussetÃ© de tels rapports, mÃªme la CPI ne devrait pas prendre en compte leur contenu.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});